

Otto Wels (député du Reichstag, SPD).

Reichstag – 124^{ème} séance. Mardi, le 24 novembre 1925. [trad. N. Patin].

J'évoque cela, en autres choses, en référence à l'agitation du Parti populaire national allemand [DNVP], après tant de tergiversations, crie désormais haut et fort, qu'il est le seul parmi tous les Allemands, à travers sa politique d'opposition [au traité de Locarno] à aimer son sa patrie. Chers Messieurs les Nationaux-Allemands, nous vous posons cette question : savez-vous ce qui va arriver, savez-vous ce que l'Allemagne aura à subir, savez-vous, ce qui menace la classe ouvrière allemande, sa classe moyenne en voie de prolétarianisation, ses citoyens et ses employés, si le traité de Locarno est rejeté ? Si seule l'Allemagne le rejette, alors que tous les autres Parlements d'Europe l'ont acté, si l'Allemagne s'isole, si elle exprime ainsi qu'elle n'est pas prête à faire des concessions au nouvel esprit du temps, à l'esprit de la solidarité européenne ? Si l'Allemagne, bien qu'impuissante et désarmée, s'oppose au principe de la paix, et préfère au principe de la paix le principe de la violence ? Mais, Chers Messieurs Nationaux-Allemands, vous-mêmes ne croyez pas qu'il soit indifférent que le traité de Locarno soit approuvé ou rejeté par le Reichstag.

Lorsque, le 9 février dernier, Monsieur Stresemann a envoyé son offre de « pacte de sécurité » – que ces messieurs Nationaux-allemands se sont efforcés de présenter comme une œuvre de caractère privé – le mémorandum qui, par la suite, a posé les lignes directrices de la politique extérieure de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères Chamberlain, le 20 février 1925, était déjà achevé, et celui-ci posait comme objectif de la politique anglaise l'établissement d'une nouvelle entente. Ce mémorandum montre clairement que si le Reichstag allemand rejette Locarno, l'Europe sera poussée vers cette nouvelle politique d'alliance sous la houlette de l'Angleterre, et que l'Allemagne sera alors traitée, par cette nouvelle entente, comme une future grande puissance militaire. La citation qui suit ne laisse aucun doute sur la position de ce mémorandum quant à l'Allemagne. Il est écrit :

Bien que l'Allemagne soit pour le moment totalement incapable d'entreprendre une action offensive, elle constituera certainement de nouveau, tôt ou tard, du fait des grandes possibilités de sa chimie de guerre, une force militaire significative.

Mesdames et messieurs ! C'est un fait qu'en Angleterre, on est pleinement conscient du caractère déraisonnable de la frontière orientale de l'Allemagne ; cela ressort de ce mémorandum. Et celui-ci se termine sur l'idée que les intérêts primordiaux de la défense de l'Empire britannique sont étroitement liés à une politique de sécurité européenne, idée qui trouve son couronnement avec la phrase suivante :

L'espoir le plus noble d'un renforcement des relations en Europe réside dans une nouvelle entente entre l'Empire britannique et la France.

L'Angleterre, cependant, a une connaissance précise des armements aériens de la France, et l'Angleterre sait contre qui ces armements sont dirigés. L'Angleterre ne peut donc qu'avoir également un vif intérêt à voir en l'Allemagne un facteur sain dans le jeu des puissances européennes. Utiliser cette situation est donc la première tâche politique du Reichstag. L'Angleterre est obligée de penser à sa sécurité ; ce mémorandum le prouve. Mais si vous rejetez Locarno, ce document du 20 février 1925 sera de nouveau à l'ordre du jour et prendra la place du traité de Locarno comme principe directeur de la politique étrangère anglaise.

(Très vrai ! à gauche)

Ces Messieurs les Communistes devraient cependant se rappeler que les accords de Locarno ne comportent pas un mot contre la Russie, mais que le mémorandum de M. Austen Chamberlain s'intéresse, lui, dans son point de départ même, au problème russe. À la différence du mémorandum, Chamberlain a dit, dans son discours à la Chambre haute anglaise, à propos de Locarno :

Locarno est un traité qui ne vise personne, ne perturbe personne et ne menace personne.

Évidemment, les Nationaux-Allemands et les Communistes considèrent que c'est précisément ce qu'il y a de pire avec ce traité ; après tout, ils ont annoncé qu'ils mèneront un âpre combat contre lui. Mais il faut y penser à deux fois, surtout pour les Communistes, lorsqu'ils formulent les questions décisives du temps de la manière suivante : Locarno et les traités de l'Ouest, ou une orientation vers l'Est ; la Société des Nations d'un côté, ou une union avec l'URSS de l'autre. Mesdames et Messieurs ! C'est un retour en arrière, vers les méthodes de la pensée impérialiste du temps de l'avant-guerre. C'est un retour en arrière vers la pensée qui a conduit au système désastreux des grandes alliances guerrières en Europe, celle-là qui a provoqué la Guerre mondiale. Ce qui se joue dans cette décision n'est pas simplement une orientation vers l'Est ou vers

l'Ouest ; ce qui se joue, c'est le fait d'atteindre une nouvelle étape sur le chemin qui nous mène vers un grand système de traités, à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe.